ARRETE ARS n° 2021-603 du 26 octobre 2021 portant composition de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA)

La directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse

Vu la loi n° 2009/879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n°2010/336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n° 2010/348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie ;

Vu le décret n° 2018-1879 du 30 décembre 2015 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie ;

Vu le décret n° 2016-863 du 28 juin 2016 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie ;

Vu le décret n° 2017-1787 du 27 décembre 2017 portant adaptation du code de la santé publique à la création de la collectivité de Corse ;

Vu le décret du 20 mars 2019 portant nomination de Madame Marie-Hélène LECENNE, directrice générale de l'agence régionale de santé de Corse ;

Vu le décret n° 2021-847 du 28 juin 2021 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie ;

Vu l'arrêté ARS n° 2021-590 du 18 octobre 2021 portant composition de la conférence régionale de santé et de l'autonomie de Corse ;

ARRETE

Article 1er : La liste des membres de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie est modifiée comme suit :
Dans le collège 1 des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l’agence, sont nommés :

Le président de l’exécutif de Corse, est qualifié ou son représentant :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaire</th>
<th>1er Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>M. VIVONI Ange-Pierre</td>
<td>M. BARTOLI Jacques</td>
</tr>
<tr>
<td>Président ADMD 2B</td>
<td>Maire d’Isolaccio Fiùmorbù</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans le collège 2 des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux, sont nommés :

Les représentants des associations agréées au titre de l’article L. 1114-1 du code de la santé publique :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaires</th>
<th>1er Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme DESCOIN-CUCCHI Laetitia</td>
<td>Mme PONZEVERA Laura</td>
</tr>
<tr>
<td>Présidente association INSEME</td>
<td>Directrice association INSEME</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme MARQUELET-SALVI Marie-Laure</td>
<td>Mme PAOLETTI Nathalie</td>
</tr>
<tr>
<td>Les diabétiques de Corse</td>
<td>Les diabétiques de Corse</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme GERVASI Daniëlle Association le lien</td>
<td>Mme BALDACCI Carole</td>
</tr>
<tr>
<td>Association le lien</td>
<td>Association le lien</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les représentants des associations de retraités et personnes âgées :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaires</th>
<th>1er Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>M. OTTAVIANI Jean</td>
<td>En attente de désignation</td>
</tr>
<tr>
<td>Union interprofessionnelle des retraités de la Confédération Française de l’encadrement et de confédération des cadres</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>M. LANFRANCHI Dominique</td>
<td>En attente de désignation</td>
</tr>
<tr>
<td>Union Confédérale des retraités FO</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les représentants des associations des personnes handicapées, dont une intervenant dans le champ de l’enfance handicapée :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaires</th>
<th>1er Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme SIMONETTI Carole DYS</td>
<td>Mme CESARI Emmanuelle DYS</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme CUVILLIER Véronique ADAPEI 2B</td>
<td>Mme FEDERICI Nathalie ADAPEI 2B</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans le collège 3 des représentants des conseils territoriaux de santé, sont nommés :
Le représentant des conseils territoriaux de santé:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaire</th>
<th>1er Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme ZICCHINA Céline</td>
<td>Dr REMY François</td>
</tr>
<tr>
<td>Présidente CTS PUMONTE</td>
<td>Président de la commission</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>spécialisée de la santé mentale</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans le collège 4 des représentants des partenaires sociaux, sont nommés :

Le représentant des organisations syndicales de salariés :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaire</th>
<th>1er Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme PIERI Sylvie</td>
<td>Mme MARTELLI Brigitte</td>
</tr>
<tr>
<td>STC</td>
<td>STC</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans le collège 5 des représentants des acteurs de la cohésion et de la protection sociale, sont nommés :

Les représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaires</th>
<th>1er Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mr CALASSA Pierre</td>
<td>En attente de désignation</td>
</tr>
<tr>
<td>ALIS</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans le collège 6 des représentants des acteurs de la prévention et de l’éducation pour la santé, sont nommés :

Le représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l’observation de la santé, de l’enseignement et de la recherche :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaire</th>
<th>1er Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme SERRA Anne-Marie</td>
<td>Mme CLEMENCEAU Marie-Laure</td>
</tr>
<tr>
<td>Académie de Corse</td>
<td>Infirmière scolaire</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans le collège 7 des représentants des offreurs des services de santé, sont nommés :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaire</th>
<th>1er Suppléant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mr POMI Jean-Baptiste</td>
<td>M. MATELLI Yannick</td>
</tr>
<tr>
<td>Ambulances Rive Sud</td>
<td>Ambulances Matelli</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Article 2** : l’arrêté n°2020-540 du 10 novembre 2020 est abrogé.
**Article 3** : Le mandat de l’ensemble des membres de la conférence régionale de la santé et de l’autonomie prend fin au 30 septembre 2026.

**Article 4** : Tout membre perdant la qualité pour laquelle il a été désigné cesse de faire partie de la conférence régionale de santé et de l’autonomie. Le membre, ou le mandant qui l’a désigné, doit le faire savoir aussitôt au directeur général de l’agence régionale de santé.

**Article 5** : Le Directeur de santé publique de l’ARS de Corse est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse.

**Article 6** : Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

La Directrice Générale de l’ARS de Corse,

Marie-Hélène LECENNE